

Chambre des représentants et Sénat de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999 (*)

4 MAI 1999

COMMISSION DE CONTRÔLE DES DÉPENSES ÉLECTORALES ET DE LA COMPTABILITÉ DES PARTIS POLITIQUES (1)

**Décision sur l'imputation
éventuelle du coût d'une campagne
d'information d'un secrétaire d'État
sur le montant maximum
qu'il peut engager en matière
de propagande électorale
lors des prochaines élections
auxquelles il se présente**

- (1) Composition de la Commission de contrôle :
Président : MM. Langendries et Swaelen

Chambre des représentants

A. — Membres titulaires

C.V.P. MM. Cauwenberghs,
Willems.
P.S. M. Toussaint.
V.L.D. M. Versnick.
S.P. M. Landuyt,
Mme Vanlerberghe.
P.R.L.- MM. Michel, Reynders.
F.D.F.
P.S.C. M. Lefevre.
Écolo- M. Tavernier.
Agalev

B. — Membres suppléants

MM. Leterme, Tant.
M. Eerdeken.
M. Cortois.
MM. Bartholomeeussen, Suykens.
MM. Clerfayt, Simonet.
M. Gehlen.
M. J.-P. Viseur.

Sénat

A. — Membres titulaires

C.V.P. MM. Caluwé, Delcroix.
P.S. MM. Istasse, Mahoux.
V.L.D. M. Coene, Mme Nelis-Van
Liedekerke.
S.P. M. Moens.
P.R.L.- M. Foret.
F.D.F.
P.S.C. M. Charlier.
Vl.Blok M. Van Hauthem.

B. — Membres suppléants

Mme de Béthune, M. D'Hooghe.
MM. Hotyat, Lallemand.
M. Coveliers, Mme Leduc.
M. Pinoie.
M. Bock.
Mme Milquet.
M. Ceder.

(*) Cinquième session de la 49^{ème} législature

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers en Senaat

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (*)

4 MEI 1999

CONTROLECOMMISSIE BETREFFENDE DE VERKIEZINGS- UITGAVEN EN DE BOEKHOUDING VAN DE POLITIEKE PARTIJEN (1)

**Beslissing over de eventuele
aanrekening van de kostprijs
van de informatiecampagne
van een staatssecretaris
op het maximumbedrag dat hij
voor verkiezingspropaganda
mag uitgeven bij de eerstvolgende
verkiezingen waaraan hij deelneemt**

- (1) Samenstelling van de Controlecommissie :
Voorzitters : de heren Langendries en Swaelen

Kamer van volksvertegenwoordigers

A. — Vaste leden

C.V.P. HH. Cauwenberghs,
Willems.
P.S. H. Toussaint.
V.L.D. H. Versnick.
S.P. H. Landuyt,
mevr. Vanlerberghe.
P.R.L.- HH. Michel, Reynders.
F.D.F.
P.S.C. H. Lefevre.
Écolo- H. Tavernier.
Agalev

B. — Plaatsvervangers

HH. Leterme, Tant.
H. Eerdeken.
H. Cortois.
HH. Bartholomeeussen, Suykens.
HH. Clerfayt, Simonet.
H. Gehlen.
H. J.-P. Viseur.

Senaat

A. — Vaste leden

C.V.P. HH. Caluwé, Delcroix.
P.S. HH. Istasse, Mahoux.
V.L.D. H. Coene, mevr. Nelis-Van
Liedekerke.
S.P. H. Moens.
P.R.L.- H. Foret.
F.D.F.
P.S.C. H. Charlier.
Vl.Blok H. Van Hauthem.

B. — Plaatsvervangers

Mevr. de Béthune, H. D'Hooghe.
HH. Hotyat, Lallemand.
H. Coveliers, mevr. Leduc.
H. Pinoie.
H. Bock.
Mevr. Milquet.
H. Ceder.

(*) Vijfde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

Le 3 mai 1999, la Commission de contrôle devait, conformément à son ordre du jour, se prononcer sur la question de savoir si le coût d'une campagne d'information relative à la manifestation artistique (trans)Afrique devait être imputé sur les dépenses que *M. Réginald Moreels*, Secrétaire d'État à la Coopération au développement, effectuerait lors des prochaines élections auxquelles il se présentera.

1. EXPOSÉ DU PROBLÈME

1.1. Suite à la demande qu'il avait formulée verbalement lors de la réunion du 22 mars 1999, *M. Versnick (Ch)*, membre de la Commission de contrôle, a transmis aux présidents de la commission, par lettre du 29 mars 1999, une copie du programme de la manifestation (trans)Afrique, programme préfacé par *M. Moreels*, Secrétaire d'État. Ce dernier ayant omis de recueillir l'avis préalable de la Commission de contrôle, *M. Versnick* a demandé que le dossier soit examiné d'office et que le coût du programme soit imputé, conformément à l'article 4bis, § 4, de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

M. Versnick estimait que le programme en question devait être considéré comme une campagne d'information destinée au public et financée directement ou indirectement par des fonds publics, et que l'avis préalable de la Commission de contrôle était dès lors requis en vertu de l'article 4bis, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi précitée.

La commission aurait ainsi pu examiner si la campagne visait, en tout ou en partie, à promouvoir l'image personnelle du secrétaire d'État, *M. Moreels*, ou l'image de son parti.

1.2. Au cours de la réunion précitée du 22 mars 1999, un autre membre de la Commission de contrôle, *M. Tavernier*, a ajouté, par souci d'exhaustivité, que ce programme avait également été publié dans plusieurs journaux sous forme d'encart comportant, cette fois, une photo du secrétaire d'État ainsi que des extraits du livre de Benoît Standaert intitulé «*Réginald Moreels, De mens: een remedie voor de mens*» et publié chez Lannoo en 1999.

1.3. Afin d'examiner si cette campagne d'information relève du champ d'application de l'article 4bis de la loi du 4 juillet 1989, les présidents de la commission ont invité, le 29 mars 1999, le secrétaire d'État, *M. Moreels*, à s'expliquer sur ce dossier.

1.4. Par lettre du 19 avril 1999, le secrétaire d'État, *M. Moreels*, a fourni la justification suivante:

Op 3 mei 1999 diende de Controlecommissie volgens haar agenda uitspraak te doen over de vraag of de kostprijs van de informatiecampagne inzake de kunstenmanifestatie (trans)Africa al dan niet moest worden aangerekend op de uitgaven die *de heer Réginald Moreels*, Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, zou verrichten bij de eerstvolgende verkiezingen waaraan hij deelneemt.

1. SITUERING

1.1. In aansluiting op zijn mondeling verzoek gedaan tijdens de vergadering van 22 maart 1999, heeft *de heer Versnick (K)*, lid van de Controlecommissie, bij brief van 29 maart 1999 aan de commissievoorzitters een kopie doen geworden van de programmabrochure (trans)Africa, waarin een voorwoord was opgenomen van staatssecretaris Moreels. Aangezien laatstgenoemde hiervoor niet het voorafgaand advies van de Controlecommissie had ingewonnen, vroeg *de heer Versnick* het dossier ambtshalve in behandeling te nemen en de kostprijs ervan aan te rekenen, zoals voorgeschreven door artikel 4bis, § 4, van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

Naar het oordeel van *de heer Versnick* dient de kwestieuze programmabrochure als een voor het publiek bestemde voorlichtingscampagne te worden beschouwd die direct of indirect met overheidsgeld werd gefinancierd en waarvoor krachtens artikel 4bis, § 2, eerste lid, van de voormelde wet het voorafgaand advies van de Controlecommissie diende te worden gevraagd.

Aldus had de commissie kunnen nagaan of de campagne er geheel of ten dele toe strekte het persoonlijke imago van staatssecretaris Moreels of het imago van zijn partij te verbeteren.

1.2. Tijdens de voormelde vergadering van 22 maart 1999 voegde een ander lid van de Controlecommissie, *de heer Tavernier*, hier volledigheidshalve aan toe dat deze brochure tevens als katern in verschillende dagbladen was gepubliceerd, ditmaal zowel met een foto van de staatssecretaris als met uittreksels uit het boek van *de heer Benoît Standaert*, met als titel: «*Réginald Moreels, De mens : een remedie voor de mens*», uitgegeven bij Lannoo in 1999.

1.3. Om na te gaan of deze informatiecampagne al dan niet binnen het toepassingsgebied van artikel 4bis van de wet van 4 juli 1989 viel, verzochten de commissievoorzitters staatssecretaris Moreels op 29 maart 1999 om nadere uitleg.

1.4. Bij brief van 19 april 1999 antwoordde staatssecretaris *Moreels* zich als volgt :

«En réponse à votre lettre du 29 mars dernier, j'ai l'honneur de vous fournir les explications suivantes concernant le festival (trans)africain.

En vertu de l'arrêté royal du 17 septembre 1976, les missions de mon département ne consistent pas uniquement à mettre sur pied des actions ayant un impact en termes de développement dans le Sud, mais également à mener une politique d'information et de sensibilisation dans le Nord. Dans le cadre du Plan de politique pour la Coopération internationale belge - qui a été approuvé le 17 décembre 1997 par le Conseil des ministres et dont les lignes de force ont été traduites en une loi-cadre relative à la Coopération internationale, qui a été adoptée le 11 mars dernier par la Chambre des représentants -, cette politique d'information et de sensibilisation constitue une des principales priorités.

Il y a deux raisons à cela. L'atmosphère de scandale dans laquelle baignait la coopération belge au développement a sapé la confiance de l'opinion publique dans ce secteur. La réforme en profondeur visant à transformer ledit secteur en une coopération internationale transparente devrait donner au citoyen la garantie que l'argent du contribuable est dépensé à bon escient. Les pouvoirs publics ont pour mission d'en informer l'opinion publique. Des initiatives à cet effet ont notamment été prises en collaboration avec le Service fédéral d'information. Cette politique d'information est préparée et mise en oeuvre par mon administration elle-même. Le cas échéant, l'avis de votre commission est dès lors demandé à cet égard.

La politique de sensibilisation a une double motivation. Premièrement, il a été constaté qu'un développement durable à l'échelon mondial vise également à modifier les comportements dans notre propre société. En outre, dans le cadre de l'approche actuelle du développement, l'accent est mis de plus en plus sur l'importance que peut revêtir l'ouverture d'un dialogue interculturel Nord-Sud. Pour soutenir de telles initiatives, le budget de mon département prévoit une allocation budgétaire spécifique. Ces points sont réglés par la loi du 23 décembre 1998 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1999, et en particulier, par sa section 15.

Mon département et moi-même n'intervenons dans ces actions de sensibilisation qu'en tant qu'autorité subsidiaire. La préparation et l'exécution de ces actions sont en effet l'oeuvre de tiers, qui peuvent demander une aide financière à mon département. C'est dans ce cadre que l'ASBL Vereniging voor het Museum van Hedendaags Kunst de Gand a introduit une demande de subside pour le festival (trans)africain qu'elle organise du 5 mars au 15 mai de cette année. Ce festival est organisé en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles.

« In opvolging van uw schrijven van 29 maart jl. heb ik de eer u hierna toelichting te verstrekken met betrekking tot het (trans)africafestival.

Het KB van 17 september 1976 stelt dat de taken van mijn departement niet alleen bestaan uit het opzetten van ontwikkelingsrelevante acties in het Zuiden maar ook uit het voeren van een informatie- en sensibiliseringsbeleid in het Noorden. Binnen het Beleidsplan voor de Belgische Internationale Samenwerking - dat op 17 december 1997 door de Ministerraad werd goedgekeurd en waarvan de krachtlijnen op 11 maart jl. als Kaderwet voor de Internationale Samenwerking door de Kamer van Volksvertegenwoordigers werd aangenomen - maakt dit informatie- en sensibiliseringsbeleid één der belangrijkste prioriteiten uit.

De redenen hiervoor zijn tweërlei. De schandaalsfeer rond de Belgische ontwikkelingssamenwerking schokte het vertrouwen van de publieke opinie in deze sector. De grondige hervorming van de sector tot een transparante internationale samenwerking moet de burger de verzekering geven dat zijn belastinggeld goed besteed wordt. Het is een taak van de overheid om de publieke opinie hiervan in te lichten. Hiertoe werden ondermeer initiatieven genomen in samenwerking met de Federale Voorlichtingsdienst. Dit informatiebeleid wordt voorbereid en uitgevoerd door mijn administratie zelf. In dat verband werd dan ook in voorkomend geval het advies van uw commissie gevraagd.

Het sensibiliseringsbeleid vindt zijn oorsprong in twee beweegredenen. Vooreerst is er de vaststelling dat wereldwijde duurzame ontwikkeling ook een gedragsverandering in de eigen samenleving beoogt. Daarnaast wordt binnen het huidige ontwikkelingsdenken steeds meer de nadruk gelegd op de belangrijke rol die een interculturele dialoog tussen Noord en Zuid kan spelen. Ter ondersteuning van dergelijke initiatieven is in de begroting van mijn departement een specifieke begrotingsallocatie voorzien. Een en ander is geregeld in de wet van 23 december 1998 houdende de Algemene Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1999, inzonderheid sectie 15.

Bij deze sensibiliseringsacties is mijn departement of ikzelf enkel betrokken als subsidiërende overheid. De voorbereiding en uitvoering ervan is immers in handen van derden die financiële ondersteuning kunnen vragen aan mijn departement. Het is in dit kader dat de vzw Vereniging voor het Museum van Hedendaags Kunst te Gent een aanvraag indiende tot subsidiëring van het (trans)afrika-festival dat door deze Vereniging georganiseerd wordt van 5 maart tot 15 mei van dit jaar. Dit festival vindt plaats in Vlaanderen, Wallonië en Brussel.

Cette demande a été transmise à mon administration le 15 octobre 1998. Après examen et évaluation du projet à l'aune des priorités qui sous-tendent la politique en la matière, un arrêté royal de subventionnement a été rédigé et soumis à la signature royale le 11 février 1999. Cet arrêté royal prévoit une subvention maximum de 15 millions de francs pour l'ensemble de la manifestation, à charge de l'AB 43.33.29.41.

L'aide de mon département au festival (trans)africain organisé par un tiers s'inscrit dès lors normalement dans la continuité de la politique mise en oeuvre et ma participation à quelques cérémonies d'ouverture relève par conséquent de l'exercice de mes fonctions.»

1.5. Plusieurs membres ayant estimé que les arguments avancés par le secrétaire d'État, M. Moreels, étaient insuffisants, la Commission de contrôle a décidé, le 26 avril 1999, d'engager la procédure prévue par l'article 4bis, § 4, alinéa 2 et suivants, de la loi du 4 juillet 1989.

La procédure ainsi engagée peut entraîner l'imputation du coût de la communication sur les dépenses électorales que le secrétaire d'État Moreels engagerait après la décision finale de la Commission de contrôle.

A cet effet, la décision motivée de la commission est rendue dans le mois qui suit la saisine, dans le respect des droits de la défense.

Eu égard à ce qui précède, le secrétaire d'État, M. Moreels, a été invité, par lettre recommandée à la poste du 28 avril 1999, à la réunion de la Commission de contrôle du 3 mai 1999 à 14 heures pour y exposer son point de vue en se faisant éventuellement assister par un conseil.

2. EXAMEN DU DOSSIER

Le 3 mai 1999, le secrétaire d'État, M. Moreels, accompagné d'un collaborateur, s'est présenté à 14 heures à la réunion de la Commission de contrôle.

À 14 heures 15, M. Swaelen, Président de la commission, a constaté, en application du Règlement de la Chambre, qui, en vertu de l'article 4, § 2, des statuts de la Commission de contrôle, est d'application, que le quorum requis pour se réunir valablement n'était pas atteint et que la commission ne pouvait dès lors poursuivre l'examen du dossier.

Par conséquent, le coût de la campagne d'information relative à la manifestation artistique

Deze aanvraag werd aan mijn administratie op 15 oktober 1998 overgemaakt. Na onderzoek en toetsing aan de beleidsprioriteiten terzake werd een betoelagings-KB opgesteld dat op 11 februari 1999 door de Koning werd ondertekend. Dit KB voorziet een maximum-toelage van 15 miljoen bef. voor het geheel van de manifestatie, ten laste van BA 43.33.29.41.

De steun van mijn departement aan het (trans)africa-festival dat door een derde wordt georganiseerd past dan ook in de normale continuïteit van het beleid en mijn deelname aan enkele openingsmanifestaties maakt bijgevolg deel uit van de uitoefening van mijn ambt.»

1.5. Aangezien verschillende leden de argumenten van staatssecretaris Moreels als onvoldoende beoordeelden, besloot de Controlecommissie op 26 april 1999 de procedure bepaald in artikel 4bis, § 4, tweede lid en volgende, van de wet van 4 juli 1989 in te leiden.

De aldus ingeleide procedure kan ertoe leiden dat de kostprijs van de mededeling wordt aangerekend op de verkiezingsuitgaven die staatssecretaris Moreels na de eindbeslissing van de Controlecommissie zou verrichten.

Daartoe moet de commissie, uiterlijk een maand nadat de zaak bij haar aanhangig is gemaakt, een met redenen omklede beslissing nemen, met inachtneming van de rechten van de verdediging.

Gelet op het voorgaande werd staatssecretaris Moreels, bij ter post aangetekende brief van 28 april 1999, uitgenodigd op de vergadering van de Controlecommissie van 3 mei 1999 om 14 uur, om er, eventueel bijgestaan door een raadsman, zijn standpunt terzake uiteen te zetten.

2. BEHANDELING VAN HET DOSSIER

Op 3 mei 1999 heeft de heer Moreels, staatssecretaris, zich, vergezeld van een medewerker, om 14 uur aangemeld op de vergadering van de Controlecommissie.

Om 14.15 uur heeft de heer Swaelen, commissievoorzitter, met toepassing van het Kamerreglement dat overeenkomstig artikel 4, § 2, van de statuten van de Controlecommissie van toepassing is, vastgesteld dat het aanwezigheidsquorum om geldig te kunnen vergaderen, niet was bereikt zodat de commissie het dossier niet verder kon behandelen.

Bijgevolg wordt de kostprijs van de informatiecampagne over de kunstenmanifestatie (trans)Africa

(trans)Afrique ne sera pas imputé sur les dépenses que le secrétaire d'État, M. Moreels, engagerait lors des prochaines élections auxquelles il se présentera.

*
* *

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité.

*
* *

Le président-rapporteur,
Frank SWAELEN

Membres du groupe linguistique néerlandais,
Ludwig CALUWÉ
Luc COENE
Leo DELCROIX
Guy MOENS
Lisette NELIS-VAN LIEDEKERKE
Jef TAVERNIER
Luc WILLEMS

Membre du groupe linguistique français,
Jean-François ISTASSE

niet aangerekend op de uitgaven die staatssecretaris Moreels zou verrichten met het oog op de eerstvolgende verkiezingen waaraan hij deelneemt.

*
* *

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd.

*
* *

De Voorzitter-rapporteur,
Frank SWAELEN

Leden van de Nederlandse taalgroep,
Ludwig CALUWÉ
Luc COENE
Leo DELCROIX
Guy MOENS
Lisette NELIS-VAN LIEDEKERKE
Jef TAVERNIER
Luc WILLEMS

Lid van de Franse taalgroep,
Jean-François ISTASSE